

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/044/2008 – ÉFAI

12 décembre 2008

AU 340/08 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE **Julio Mecheche Manyoma (h)**  
**Aquileito Mecheche Barahona (h)**  
**Milciades Chamorro Marmolejo (h)**  
**Herminio Lana Guaseruca (h)**  
**Diomedes Rubiano (h)**  
**Elecciana Chajito (f)**  
**Iris Nayibi Cabrera (f)**  
**Morelia Marmolejo (f)**  
**ainsi que les autres membres de la communauté indigène embera de la réserve du Bas Atrato, dans la municipalité de Riosucio (département du Chocó)**

---

Un groupe de responsables indigènes et certaines de leurs compagnes, tous membres de la communauté embera, ont reçu des menaces de mort indiquant qu'ils seraient tués le 24 décembre.

Le 6 décembre, des responsables indigènes de la municipalité de Riosucio (département du Chocó) ont reçu une lettre de menaces. Ce courrier contenait une liste sur laquelle figuraient les noms de Julio Mecheche Manyoma, Aquileito Mecheche Barahona, Milciades Chamorro Marmolejo, Herminio Lana Guaseruca, Diomedes Rubiano, Elecciana Chajito, Iris Nayibi Cabrera et Morelia Marmolejo, personnes qui seraient « éliminées » le 24 décembre.

Les hommes qui ont été menacés sont ou ont été des responsables de la réserve indigène du Bas Atrato, à Riosucio. La liste comportait également les noms des compagnes de certains d'entre eux.

Ces responsables ont dénoncé publiquement les précédentes attaques visant la réserve indigène du Bas Atrato, perpétrées par toutes les parties au conflit armé qui déchire la Colombie : les forces de sécurité, les paramilitaires et les groupes de guérilla. Leur travail consiste également à défendre et promouvoir les droits fonciers de leur communauté, étant donné que la région dans laquelle celle-ci est établie est riche en ressources naturelles, notamment en minerais et en pétrole, et attire donc des projets économiques de grande envergure mis en œuvre par des entreprises privées et publiques.

La lettre du 6 décembre n'est pas la seule menace que les membres de cette communauté ont reçue récemment. Le 18 novembre, quatre hommes armés et cagoulés sont entrés de force dans une maison de Riosucio dans laquelle étaient présentes trois jeunes filles de la famille de Julio Mecheche Manyoma et Aquileito Mecheche Barahona. Ils ont demandé où ils pouvaient trouver ces deux derniers. Les jeunes filles ne répondant pas, ils ont menacé de kidnapper l'une d'entre elles si elles n'obtempéraient pas. Ils sont finalement partis sans kidnapper aucune des filles ni leur faire le moindre mal, mais des membres de la communauté ont indiqué que depuis lors, les maisons de Julio Mecheche Manyoma et Aquileito Mecheche Barahona étaient surveillées.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les communautés indigènes, afro-colombiennes et paysannes figurent parmi les populations civiles les plus touchées par le conflit qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années. Elles sont souvent établies dans des zones où les affrontements militaires sont intenses, car les terres sur lesquelles elles vivent sont souvent riches en minerais et en pétrole. Les communautés les plus exposées à des attaques sont celles

installées sur des terrains réservés à des projets économiques de grande envergure, notamment des exploitations minières et pétrolières, des activités agro-industrielles et des installations hydro-électriques.

Elles sont généralement attaquées par toutes les parties au conflit et déplacées dans le but de laisser place à de tels projets. Les communautés qui font campagne contre ceux-ci sont également souvent prises à partie par les forces de sécurité et les paramilitaires, qui les qualifient de « *subversives* ». Ces accusations sont fréquemment suivies d'attaques par les paramilitaires. Les groupes de guérilla menacent et tuent aussi des membres de communautés indigènes et afro-colombiennes auxquelles ils reprochent de se ranger du côté de « *l'ennemi* ».

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- engagez les autorités à prendre des mesures efficaces afin de protéger les personnes nommées ci-dessus, qui ont été menacées d'être tuées le 24 décembre, ainsi que tous les membres de la communauté indigène embera de Riosucio, dans le département du Chocó, conformément aux souhaits de ces personnes ;
- demandez-leur instamment de mener une enquête approfondie et impartiale sur ces menaces, d'en rendre publiques les conclusions et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- exhortez-les à prendre sans délai des mesures afin de démanteler les groupes paramilitaires, comme le gouvernement s'y est engagé et conformément aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

**APPELS À :**

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26, Bogotá, Colombie

**Fax :** +57 1 337 5890

**Formule d'appel :** *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président,*

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Señor Ministro Carlos Holguín Sardi

Ministro del Interior y Justicia, Ministerio del Interior y de Justicia, Carrera 9a. No. 14-10, Bogotá, Colombie

**Fax :** + 57 1 560 46 30

**Formule d'appel :** *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Médiateur national pour les indigènes et les groupes ethniques :

Señor Defensor Delegado Horacio Guerrero García

Defensor Delegado para los indígenas y grupos étnicos, Defensoría del Pueblo

Calle 55, No. 10-32, Bogotá, Colombie

**Fax :** +571 691 52 55

**Formule d'appel :** *Estimado Sr. Defensor Delegado, / Monsieur,*

**COPIES À :**

Organisation nationale indigène de Colombie :

Organización nacional indígena de Colombia (ONIC)

Calle 13, N°4-38

Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**